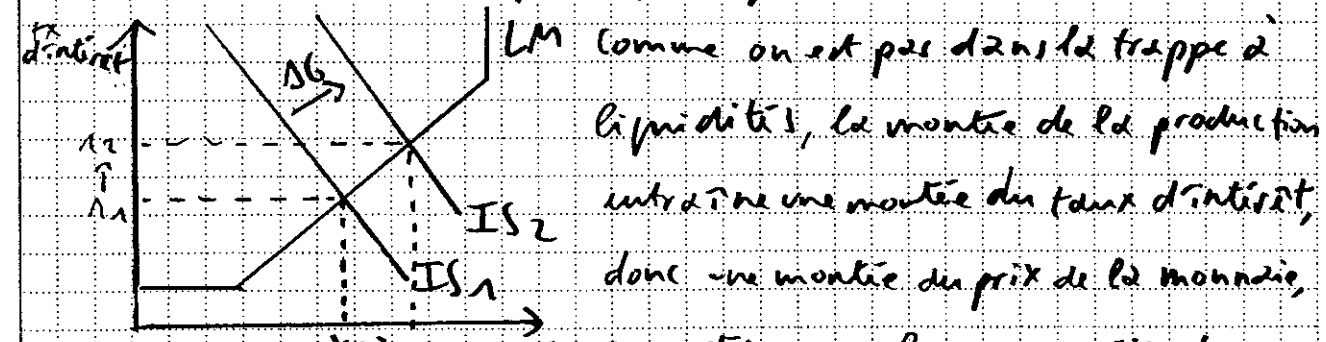


de la monnaie dans l'équation quantitative $MV=PT$, où M est la masse monétaire, V la vitesse de circulation supposée fixe par des facteurs institutionnels indisposables, T le volume des transactions (qu'on suppose fixe par hypothèse de plein-emploi des facteurs de production et de coordination marchande parfaite) et P le niveau général des prix: la Banque centrale contrôle la masse monétaire pour éviter l'inflation, l'Etat garantit la pérennité du système des prix en évitant l'inflation et elle de la loi de l'offre et de la demande par le numéraire qu'est la monnaie, il a un rôle normatif dans la coordination marchande.

C'est en fait plutôt l'intervention étatique de l'Etat sur le marché, comme si était un super-agent économique, qui prête à caution. En effet, cette intervention peut tout d'abord causer des effets distortifs importants. La courbe IS-LM permet d'analyser l'effet d'une politique de grands travaux ($\Delta G > 0$, les dépenses publiques) sur le taux d'intérêt.



l'effet d'une politique de dépenses publiques $Y_1 \rightarrow Y_2$ qui déourage la consommation (remplacée par l'épargne-effet Pigou d'enchère réelle et l'investissement, qui sont les moteurs de la coordination marchande (loi des débordements): c'est le crowding out effect. La production par l'Etat de biens et de services, plus généralement (Etat entrepreneur) peut être discutable: c'est le sens de la critique des "éléphants blancs" en Afrique ou plus récemment des "grands projets inutiles".

ne rien écrire dans la partie barrée

NE RIEN ÉCRIRE

Cik 0752

Examen ou concours :	Série* :
Spécialité/option :	
Repère de l'épreuve :	
Épreuve/sous-épreuve : (Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)	
Note : 14/20	Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :
* Uniquement s'il s'agit d'un examen.	

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

Le sauvetage d'Alstom par l'Etat français contraste avec la tradition des japonais en réaction à la pression fiscale émanant du gouvernement français. Ces deux exemples montrent l'ambiguïté de l'intervention étatique: les agents veulent un Etat fort quand la coordination purement marchande n'est pas suffisante mais un Etat faible quand celui-ci est perçu comme étant l'entrave à une maximisation de son utilité par échange marchand. On définit par Etat l'Etat central, la Sécurité sociale, et les collectivités territoriales. On peut aussi ajouter le rôle des autorités de la concurrence et des banques centrales, car il est intimement lié à celui de l'Etat malgré l'indépendance légale de ces deux institutions. Dans une économie de marché, c'est évidemment une coordination marchande qui domine: les agents sont mis par leur intérêt personnel, ce qui les mène à l'échange. L'extension des rapports marchands, qui sont régis par le mécanisme des prix et la loi de l'offre et de la demande, amène à interroger les conditions de possibilité de cette regul coordination marchande. On ne peut se passer d'une réflexion sur l'Etat qui a le monopole de battre monnaie, monnaie liée au mécanisme des prix, et qui fournit le cadre institutionnel

N° 4/13

N° 1/13

empêchant la cartellisation et maintenant la concurrence, condition indispensable de la pérennité de la loi de l'offre et de la demande comme mécanisme de coordination des agents économiques. Mais c'est surtout par delà la question normative que se pose le rôle de l'Etat sur le marché. D'une part, l'Etat n'est pas un agent économique comme les autres, puis qu'il est appelé à servir l'intérêt collectif. Que ce soit dans l'agenda caché de ses représentants, dans les difficultés informationnelles qu'il subit ou dans les distorsions qu'il provoque, l'Etat est cependant à l'origine de nombreuses state failures. Mais d'autre part, par exemple, la politique agricole commune européenne, en favorisant l'agriculture, a eu des effets distorsifs importants sur d'autres marchés. Mais d'autre part, la question du besoin de l'Etat se pose face au problème des externalités, des biens communs, des monopoles naturels, et des crises économiques (qui sont aussi des crises de la coordination marchande avec l'arrêt de l'offre et/ou de la demande). C'est donc à la fois le rôle normatif et positif de l'Etat dans la pérennité de la coordination marchande qui devra être étudié. Si la crainte du Larmitham et des state failures amène d'abord à considérer que l'Etat n'a un rôle que purement normatif dans la coordination marchande, il faut ensuite souligner le rôle indispensable d'un Etat pragmatique plutôt que dogmatique face aux market failures.

Si l'Etat joue un rôle indispensable pour pérenniser la

N°
2/13

ne rien
écrire
dans

la
partie
barée

coordination marchande, qui est le résultat d'un construit institutionnel, il est nécessaire qu'il demeure modeste face aux risques distorsifs de l'action publique. On peut d'abord préciser le sens de la coordination marchande pour comprendre le rôle que joue l'Etat dans celle-ci. Dans la Richesse des Nations, Adam Smith affirme que c'est l'intérêt personnel qui organise l'échange marchand, et non plus les sociabilités ou les féodalités: le boulangier ne vend son pain que pour réaliser un gain à l'échange. Par cette propension à ^{commercer} ~~contempler~~, les agents, en visant leur bien individuel, maximisent l'utilité collective qui en est l'agrégation. Le marché devient une alternative à l'Etat, il le remplace comme mécanisme de coordination des agents par la loi de l'offre et de la demande: les classiques fondent l'économie politique. Cette coordination par la loi ~~du~~ de l'offre et de la demande est formalisée à la suite de la loi des débouchés de J.-B. Say, selon laquelle toute offre trouve sa demande sur le marché, donc $(D_A V_A - D_B V_A) + (D_B V_B - D_A V_B) = 0$, la somme des demandes nettes ^{de} pour tous les biens est nulle, cependant il faut un équilibre sur tous les marchés pour arriver à une coordination optimale au sens de Pareto (maximisation de ^{chaque} toutes les utilités individuelles compte tenu des autres). Le théorème du point fixe de Arrow-Debreu permet alors de souligner le rôle de la monnaie, en tant que numéraire et bien neutre pour assurer cette coordination. Or la monnaie est un bien neutre mais nécessite l'Etat pour être valable: Aghion et Ortigue montrant que la confiance éthique dans une monnaie est indispensable pour perpétuer l'usage de cette monnaie. De même, l'Etat assure la stabilité

N°
3/13

l'économie.

On ne peut négliger cependant l'existence d'un certain nombre de défaillances de marché que la coordination marchande seule n'endigue pas totalement: contrairement à ce qu'affirme la dora libérale, l'Etat peut quand même jouer un rôle dans la correction de celles-ci. Par ailleurs, l'intervention de l'Etat dans l'économie peut se trouver justifiée également de façon conjoncturelle, pour relancer concrètement la coordination marchande en période de crise. En fait, il

Il faut d'abord justifier l'existence de finances publiques dont la légitimité ne peut se passer d'une analyse du rôle positif de l'Etat dans l'économie. Robert Musgrave distingue dans sa Théorie des finances publiques trois fonctions incontournables de l'Etat: la redistribution, l'affectation et la régulation. Pour ce qui est de la régulation, on peut constater que malgré les progrès de la réflexion sur la coordination marchande des structures non concurrentielles, il est encore difficile par exemple d'omettre la question de la régulation du monopole naturel. Le monopole naturel est indispensable car il permet de concentrer dans une seule entreprise les facteurs de production et d'accroître l'effet des rendements d'échelle croissants. Le monopole naturel possède toutefois une rente de monopole qui rend incontournable l'intervention de l'Etat: en pratique, l'Etat tend à se contractualiser avec ces monopoles, par des contrats incitatifs pour baisser les prix, par la fixation d'un prix au niveau du coût moyen ou du coût marginal (tarif

ne rien
écrire
dans

la
partie
bariée

NE RIEN ÉCRIRE

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, la sujet choisi)

Note :

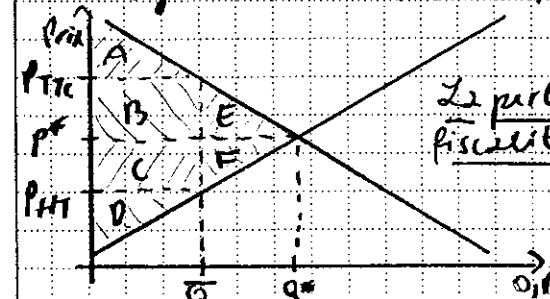
20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans la bon sans.

Comme la LGV Lyon-Turin contestée de part et d'autre de la frontière par des usagers qui contestent le bien-fondé de cette infrastructure. En effet l'école du public choice a bien souligné que l'Etat était particulièrement exposé aux dysmétries d'information, ce en quoi il devrait tâcher d'éviter d'intervenir dans la vie économique. L'analyse de l'application du New Deal par la Tennessee Valley Authority a par exemple révélé que les fonds alloués par le gouvernement pour les redistribuer aux exploitants agricoles et relancer l'activité économique ont en réalité été accaparés par les lobbies agricoles locaux. De même, l'instauration d'une subvention pour le logement étudiant des jeunes en France a pu provoquer un effet d'aubaine pour les propriétaires qui ont augmenté les prix. Par ailleurs, une administration ne doit pas être considérée comme un agent économique: Merton a bien souligné le ritualisme de la démocratie, opposé à l'esprit de risque de l'entrepreneur capitaliste. Or enfin le problème de cette intervention distorsive est qu'elle accapare des richesses individuelles, qui auraient pu servir aux agents sur le marché, par le biais des charges fiscales. Ici,



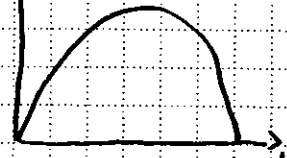
La fixation d'une taxe fait passer au dessus du prix optimal P^* le producteur

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer sa provenance.

N°
8/13

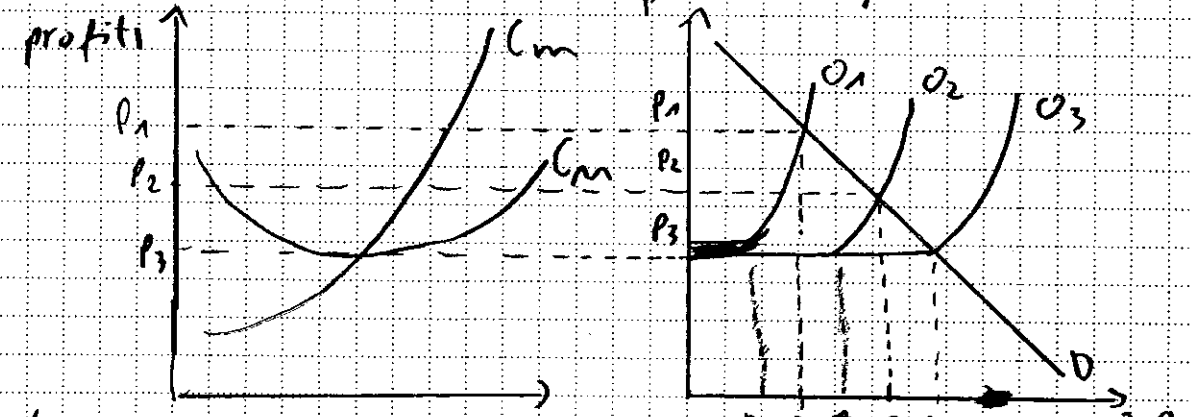
N°
5/13

pas de surplus $E+A+B$ à un surplus E , le consommateur d'un surplus $B+C+F$ à un surplus F et l'Etat fiscal a un surplus $A+B$; mais le triangle d'Harberger $D+C$ représente la perte sociale de la taxe. Qui plus est, cette pression fiscale finit par décourager les agents.

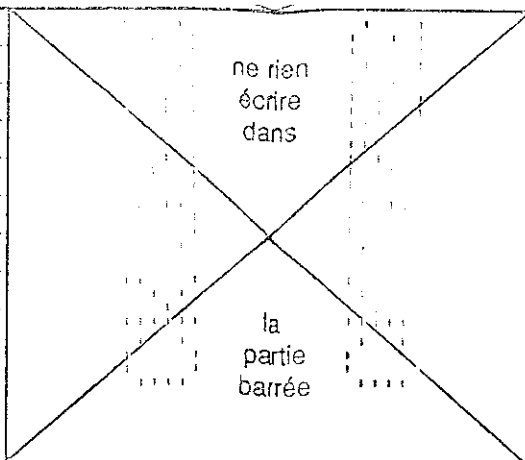


La courbe de Zaffer souligne l'effet désincitatif de l'impôt et a motivé dans les années 80 les politiques de l'offre avec Reagan ou Thatcher: baisse des charges sociales, libéralisation des structures institutionnelles. L'Etat jouerait un rôle purement normatif et son intervention dans la vie économique devrait être réduite au strict minimum.

Mais cette solution libérale invite à montrer que la coordination marchande est possible et même souhaitable là où l'on croirait l'intervention de l'Etat indispensable: le cas des entraves à la concurrence, celui des biens publics, celui des externalités. D'abord, l'Etat doit garantir la concurrence mais trop de rigorisme en la matière peut au contraire nuire à la coordination marchande. En effet, trop de concurrence empêche à l'entreprise d'avoir des profits.

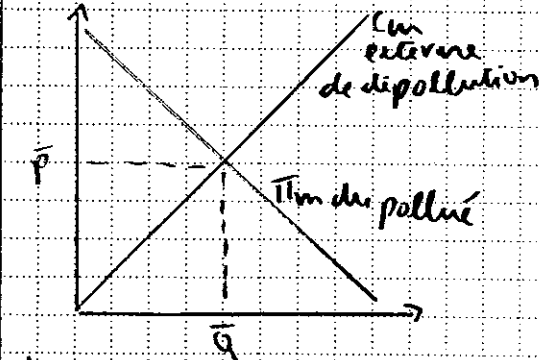


La concurrence parfaite, entrave au pouvoir des entreprises. Avec la libre-entrée et sortie des entreprises, le prix d'équilibre p_3 est au niveau du seuil de fermeture, l'entreprise ne réalise donc



aucun profit. Or comme le soulignait déjà Schumpeter l'innovation, au cœur du développement économique, nécessite de posséder un certain pouvoir de marché. Par ailleurs, la théorie des industries contestables de Baumol permet de relever que tant qu'on a libre-entrée et sortie, il ne faut pas forcément lutter contre l'oligopole car le prix ne sera pas trop éloigné du coût optimal, situé

au coût marginal. On peut prendre l'exemple de la compétition intermodale pour le transport entre la France et le Royaume-Uni où la présence en duopole de ferries, mais aussi en oligopole d'avions permet une compétition par les prix et une coordination autonome, limitant la libéralisation des monopoles naturels. Comme les monopoles peuvent se passer de l'Etat en termes de fixation des prix: Joan Robinson montre comment la discrimination par les prix des grands entre-preneurs permet de contenter tous les consommateurs et donc d'éviter une perte sociale de monopole. Enfin, tandis qu'il souligne qu'un bien public comme un phare peut être produit par des agents qui ont plus d'avantages pour leurs activités de pêche à un phare que pour de coûts relevant du free rider problem, R. Coase assure aussi que les externalités environnementales peuvent être internalisées par le marché: à la taxe pigouvienne il substitue une économie des droits de propriété.



Ici, pour imposer que le pollueur ou le pollué paye, l'affectation de droits de propriété permet de revenir au mécanisme des prix sans que l'Etat n'intervienne plus dans l'économie par la

l'internalisation des externalités environnementales: le principe pollueur-payeur. L'Etat est bien normatif. Il n'a pas à intervenir dans

taxe. Dans cette optique, le rôle de

contrainte encadrée par des règles; elle est toujours justifiée par le contexte, et lui seul, au nom du respect de la règle de Taylor où $i_t = \pi_t + n + 0,5(\pi_t - \pi_t^*) + 0,5(y_t - y_t^*)$, où y_t^* est le produit naturel (objectif de plein emploi des facteurs de production) et π_t et π_t^* les taux d'inflation constants et optimaux. De même, dans Le peuple l'Etat,

Philippe Aghion explique que la question n'est pas de savoir si il faut plus ou moins d'Etat, car celui-ci est indispensable, mais plutôt si l'action de l'Etat est optimale et pragmatique: il constate ainsi qu'on peut nuancer la courbe de Taffer (car les pays supportent en fait d'autant mieux la pression fiscale que leur gouvernement est peu corrompu et donc apte à mener des politiques efficaces. La vie marchande apparaît en réalité comme un jeu non coopératif en duopole où l'Etat apparaît comme le leader vis-à-vis duquel se positionnent les agents économiques: ainsi Jean Tirole dans Economie du bien commun appelle-t-il à une économie publique des contrats avec les agents, où le jeu des incitations par exemple peut permettre de réguler les défaillances du marché en articulant plutôt que s'opposant intérêt individuel des agents et bien commun.

L'Etat apparaît comme le cadre institutionnel nécessaire à un échange marchand, la fiction d'un Etat bienveillant, omniscient et omnipotent doit cependant être forte ment nuancée. Par ailleurs, le marché peut corriger par ses modes de coordination un certain nombre de ses défaillances.

ne rien écrire dans

la partie barrée

NE RIEN ÉCRIRE

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles intercalaires dans le bon sens.

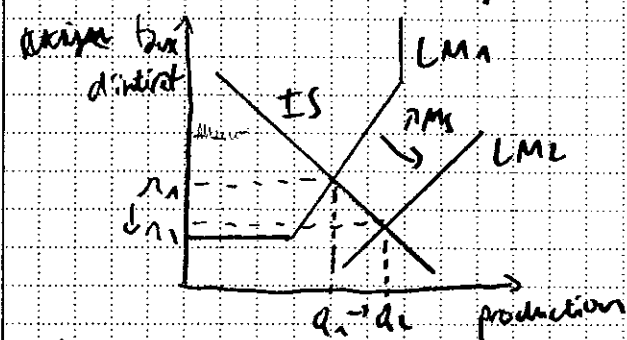
fidélité Ramsey-Boiteux, adoptée par exemple par GDF-EDF... La libéralisation du rail sous Thatcher 2021 multiplie les accidents, car la gestion privée était sous-optimale. La fonction d'allocation est ainsi de même inextinguible, car la production de biens publics ou de biens tutélaires reste à charge: pour les services tutélaires, par exemple l'Etat exerce une rente de monopole sur la poste dans les grandes agglomérations, mais c'est pour garantir la réception du courrier par tous les agents. L'Etat investit aussi dans l'éducation, qui est indispensable dans la division économique du travail (formation en capital humain), et en la matière la privatisation totale n'est peut-être pas souhaitable (logique démocratique). L'Etat agit pour le bien commun, et peut notamment surmonter la contrainte de crédit qui touche les ménages pour produire massivement en situation de frappe à liquidité. De même, ainsi que le montre Baumol en économie de la culture, la "malédiction des coûts" dans le monde artistique où les rendements factoriels décroissent très fortement à moyen terme cause de la faiblesse relative du progrès technique dans ces secteurs, l'Etat joue un rôle-clé, par ses subventions, dans le maintien d'un secteur qui, par la coordination marchande, disparaîtrait très logiquement ("destruction créatrice") mais dont le maintien relève d'un intérêt collectif qui ne peut être

N°
12./13

N°
9/...

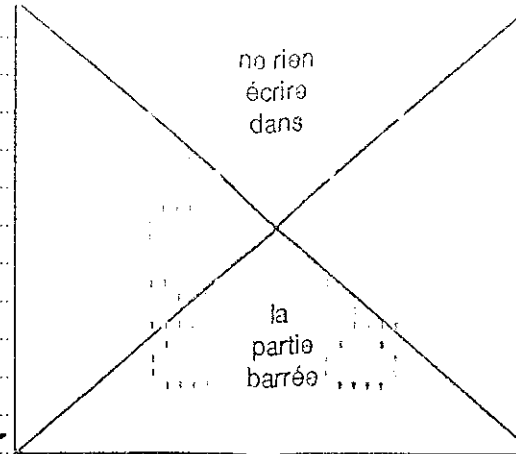
Simple agrégation d'intérêts individuels. Car enfin la fonction de redistribution de l'Etat est aussi nécessaire. Amartya Sen souligne qu'en l'absence de dotations initiales égales dans la coordination marchande il est nécessaire que l'Etat non seulement redistribue des richesses (lutte contre les inégalités) mais surtout qu'il donne des "capacités" à tous les agents économiques: par exemple, en l'absence d'une régulation marchande du problème, c'est bien à l'Etat de s'assurer que les handicapés puissent jouer sur le marché des mêmes possibilités que les bien-portants.

Ainsi, l'action de l'Etat est indispensable face aux défaillances de marché. Mais en dehors des défaillances structurelles de la coordination marchande, l'Etat peut aussi pallier les défaillances conjoncturelles par les politiques de stabilisation macroéconomique. D'abord, l'Etat peut agir via les banques centrales, en termes de politiques monétaires, pas seulement pour lutter contre l'inflation, mais aussi pour relancer la production et lutter contre le chômage. La politique monétaire d'augmentation de la masse monétaire est même indispensable pour les agents économiques en temps de crise.



Augmentation de la masse monétaire relative l'activité économique

de l'activité marchande: qui plus est, la politique monétaire passe par le canal du crédit (permet d'éviter le rationnement du crédit des banques, effet de l'effet moral) et par le canal



du prix des actifs (sur un marché financier, la formation de bulles peut empêcher au prix de jouer son rôle de coordination). D'autre part, la politique budgétaire peut avoir aussi un effet positif pour la relance économique. En effet, le théorème de privation Ricardo-Barro pouvait affirmer qu'une baisse des impôts d'aujourd'hui mènerait forcément les agents à anticiper la hausse future des dépenses publiques et à anticiper la hausse future des impôts, et ils ne consommeraient ainsi pas plus malgré cette hausse des dépenses.

La hausse future des dépenses publiques et la hausse des dépenses publiques d'aujourd'hui mènerait forcément les ménages à anticiper la hausse future des impôts, et ils ne consommeraient ainsi pas plus malgré cette hausse des dépenses.

$$R_0 + \Delta G + \frac{R_1 - \Delta T(1+r)}{1+r} = C_0 + \frac{C_1}{1+r}$$
, où ΔT est la hausse des impôts, r le taux d'intérêt, R_0 et R_1 les revenus d'aujourd'hui et de demain, C_0 et C_1 les consommations d'aujourd'hui et de demain. Cependant, les ménages vivent en réalité keynésiens, pour une part d'entre eux, dans la consommation, car cette hausse des dépenses publiques les libère de leur contrainte de liquidité, ils ne vont donc pas épargner et ils vont ainsi pouvoir prendre part à l'échange marchand. Le théorème d'Haaavelmo souligne que même si à terme $\Delta G = \Delta T$, il y a quand même un effet multiplicateur de la politique budgétaire: $\Delta Y = \frac{1-c}{1-c+ct+m} \Delta G$, où ΔY est la production.

En réalité, le plus important est surtout que l'intervention de l'Etat soit préventive et non doxastique. En politiques macroéconomiques le principal est de respecter la "règle des trois T", "Targeted - Timely - Temporary". La politique monétaire ne doit pas être discrétionnaire mais ordonnée.

ne rien
écrire
dans

la
partie
barée

NE RIEN ÉCRIRE

Examen ou concours :

Série* :

Spécialité/option :

Repère de l'épreuve :

Épreuve/sous-épreuve :

(Préciser, s'il y a lieu, le sujet choisi)

Numérotez chaque
page (dans le cadre
en bas de la page) et
placez les feuilles
intercalaires dans le
bon sens.

Note :

20

Appréciation du correcteur (uniquement s'il s'agit d'un examen) :

* Uniquement s'il s'agit d'un examen.

Cependant, le rôle de l'Etat reste incontournable pour pro-
tèger les 2 puits de déficiences structurelles de la coordination
marchande, ou pour contribuer à réduire ces déficiences.
L'Etat joue aussi un rôle important dans les crises conjonc-
turelles de la coordination marchande. En réalité, il faut sortir
de l'opposition dogmatique entre libéralisme et dogmatisme
pour souligner que c'est d'un Etat pragmatique que les 2 puits
ont besoin pour se coordonner, dans une structure duopolistique
non coopérative.

N°
.../...

N°
43/43

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer sa provenance.

